



# Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/44/575  
29 septembre 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Quarante-quatrième session  
Point 89 de l'ordre du jour

## APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

### Etude sur le rôle de l'action des groupes privés dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

#### Rapport du Secrétaire général

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	2
II. INFORMATIONS ET VUES COMMUNIQUEES PAR DES GOUVERNEMENTS .....	3
Bahamas .....	3
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	3
Tchad .....	4
III. INFORMATIONS RECUES DES INSTITUTIONS SPECIALISEES .....	4
Organisation internationale du Travail (OIT) .....	4
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture .....	5
IV. INFORMATIONS RECUES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES .....	5
Organisation mondiale du mouvement scout .....	5
Confédération internationale des syndicats libres (CISL) .....	5

## I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 41/94, du 4 décembre 1986, 42/47, du 30 novembre 1987, et 43/91, du 8 décembre 1988, dans lesquelles cette dernière a prié le Secrétaire général de transmettre son étude sur le rôle de l'action des groupes privés dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (A/41/550) aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social pour solliciter leurs vues à ce sujet et obtenir d'eux des indications touchant les éléments complémentaires qui s'y rapporteraient, ainsi que de présenter un rapport final sur la question à l'Assemblée générale lors de sa quarante-quatrième session.
2. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale, le Secrétaire général, par des notes verbales datées de janvier 1987, janvier 1988 et mars 1989, a communiqué à trois reprises son rapport à tous les gouvernements, institutions spécialisées, organisations intergouvernementales régionales et organisations non gouvernementales, en leur demandant de lui soumettre leurs observations et tout autre élément pertinent qu'ils souhaiteraient voir pris en compte dans l'établissement du rapport final à soumettre sur la question à l'Assemblée générale.
3. Le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session, un rapport (A/43/631) qui contient, conformément aux notes verbales de janvier 1987 et janvier 1988, des informations communiquées par les gouvernements du Bénin, de l'Iraq et de la République démocratique allemande, ainsi que par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et de l'Organisation des Etats africains.
4. Depuis la présentation du rapport du Secrétaire général (A/43/631), et conformément à la note verbale de mars 1989, les Gouvernements des Bahamas, du Tchad et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fourni des informations sur la question; des informations ont également été reçues de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que de deux organisations non gouvernementales, la Confédération internationale des syndicats libres et l'Organisation mondiale du mouvement scout. Ces informations sont reproduites dans le présent rapport.
5. Etant donné que les gouvernements, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales ont eu tout le loisir de répondre, et que les quelques réponses reçues sont dans l'ensemble positives, l'Assemblée générale pourrait peut-être considérer que le rapport qui lui a été présenté à sa quarante et unième session (A/41/550), en même temps que les commentaires qui lui ont été présentés à sa quarante-troisième session (A/43/631) et les observations qui figurent dans le présent document, constituent le rapport final.

/...

## II. INFORMATIONS ET VUES COMMUNIQUEES PAR DES GOUVERNEMENTS

### BAHAMAS

1. Le Gouvernement bahamien déclare que le Bahamas Committee on South Africa (COSA), la New Providence Human Rights Association et la Grand Bahama Human Rights Association sont les principales organisations privées du Commonwealth des Bahamas qui mènent une action pour combattre le racisme et la discrimination raciale.

2. Le Comité a condamné avec force le racisme et la discrimination raciale en général, et plus particulièrement l'apartheid. Le COSA a contribué à sensibiliser l'opinion à la détresse des personnes victimes d'une persécution raciale institutionnalisée et sanctionnée par le gouvernement. Le Comité ne cesse de souligner, dans toutes ses activités, que l'apartheid viole les droits de l'homme fondamentaux, y compris le droit à l'autodétermination. Le COSA se rallie sans réserve à l'appel qu'a lancé l'Organisation des Nations Unies pour qu'il soit mis fin à l'apartheid et que des sanctions obligatoires soient prises à l'encontre du régime de Pretoria.

3. En 1988, le COSA a organisé une marche pour célébrer le soixante-dixième anniversaire du patriote et dirigeant du mouvement anti-apartheid sud-africain Nelson Mandela. En septembre 1988, le Comité a organisé un séminaire public pour discuter des problèmes des Noirs en Afrique du Sud et en Namibie. Il a prévu pour juin 1989 une marche et un rassemblement visant à promouvoir la solidarité internationale avec les prisonniers politiques.

4. La New Providence Human Rights Association et la Grand Bahama Human Rights Association ont mobilisé l'attention du public en ce qui concerne la situation des immigrants illégaux aux Bahamas. Ces associations ont introduit des actions en justice et organisé des manifestations d'appui aux droits des immigrants illégaux; elles ont patronné des réunions publiques pour discuter les problèmes de la discrimination sous toutes ses formes.

### ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Le Gouvernement britannique constate que l'étude elle-même fournit un résumé utile des mesures prises par certains groupes pour lutter contre la discrimination raciale. S'agissant de l'inclusion dans le rapport d'autres éléments, le Gouvernement britannique n'a rien à ajouter concernant l'une ou l'autre des organisations. Il importe de noter, cependant, que le Gouvernement britannique appuie pleinement l'action des organisations britanniques qui oeuvrent à éliminer la discrimination et à promouvoir l'égalité des chances et entretient des relations suivies et fructueuses avec un grand nombre d'entre elles au niveau national. Il existe au Royaume-Uni un grand nombre d'organisations qui expriment les intérêts des différentes minorités ethniques. On compte par exemple plus d'une centaine de "Community Relations Councils" qui regroupent tout un éventail de groupes locaux. Les activités de ces groupes complètent l'action que mène le Gouvernement soit directement soit en appuyant les activités de la "Commission for Racial Equality" qui a reçu un financement de 11 millions de livres en 1988/89.

/...

#### TCHAD

1. Le Gouvernement tchadien déclare que les groupes privés peuvent participer pleinement au combat contre le racisme et la discrimination raciale en multipliant et en intensifiant leurs activités, en vue d'assurer l'élimination de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale dans le monde.
2. Dans cette perspective les résolutions pertinentes adoptées par les Nations Unies sur le rôle et l'action des groupes privés et notamment la résolution 3/91 de l'Assemblée générale méritent d'être soutenues de même que leur application par ces groupes placés sous la juridiction de tous les Etats Membres.
3. Aussi, conscient du rôle éminemment positif que peuvent jouer les groupes privés dans ce cadre, le Tchad approuve la résolution 43/91 dans tous ses termes. Malgré l'inexistence des groupes privés poursuivant ce genre d'activités sur le territoire national, il s'engage à encourager toute initiative et activités qui visent à éliminer le racisme et la discrimination raciale dans le monde.
4. En tout état de cause, le Gouvernement tchadien ne manque aucune occasion pour susciter la création des groupes privés susceptibles de sensibiliser l'opinion nationale sur le racisme qui constitue un crime contre l'humanité.

#### III. INFORMATIONS RECUES DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

##### ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

1. Le rapport spécial annuel du Directeur général du BIT sur l'application de la Déclaration concernant l'action contre l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie continue de présenter au chapitre II des informations sur les mesures prises par les organisations de travailleurs et d'employeurs, notamment, pour lutter contre l'apartheid. Les syndicats continuent en particulier d'exercer une pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent et appliquent des sanctions, sur les sociétés mères qui ont des filiales en Afrique du Sud pour qu'elles reconnaissent les syndicats indépendants de travailleurs noirs, sur les banques et les institutions financières pour qu'elles n'accordent pas de prêts à l'Afrique du Sud. Ils continuent également de suivre l'application des codes de conduite, d'organiser des boycottages de consommateurs et d'autres boycottages afin de promouvoir les sanctions contre l'Afrique du Sud, d'accorder une aide financière, matérielle et morale aux mouvements syndicaux noirs indépendants, d'organiser des campagnes contre l'émigration vers l'Afrique du Sud, de retirer les fonds syndicaux des sociétés ayant des intérêts en Afrique du Sud, de prendre d'autres mesures visant à isoler davantage le régime sud-africain et à soutenir les activités anti-apartheid. Les organisations d'employeurs poursuivent leurs efforts pour que leurs membres rompent les liens commerciaux, financiers ou autres qu'ils entretiennent avec l'Afrique du Sud, qu'ils retirent leurs investissements d'Afrique du Sud, qu'ils dissuadent les banques et autres institutions financières d'accorder des prêts ou des crédits commerciaux à l'Afrique du Sud, qu'ils viennent en aide aux victimes de l'apartheid et s'abstiennent d'exercer des représailles contre les travailleurs et les syndicats de travailleurs lorsqu'ils défendent les droits de ces derniers.

/...

2. Le rapport spécial du Directeur général du Bureau international du Travail sur la Déclaration concernant l'action contre l'apartheid en Afrique du Sud donne des renseignements sur les mesures prises par les organisations d'employeurs et de travailleurs au plan national. Parmi les mesures prises par les syndicats nationaux que le rapport mentionne, il faut signaler les pressions exercées sur certains gouvernements et celles exercées sur des sociétés opérant en Afrique du Sud, le suivi de l'application des codes de conduite, le retrait des fonds syndicaux, l'appui matériel, financier et moral aux syndicats indépendants de travailleurs noirs en Afrique du Sud même et les campagnes pour la libération des prisonniers politiques et des syndicalistes emprisonnés.

#### ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) déclare que les informations concernant les "groupes privés" contenues dans le rapport du Secrétaire général sur le rôle que joue l'action des groupes privés dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale paraissent tout à fait inadéquates. En effet, elles portent surtout sur les Etats-Unis d'Amérique et sur un petit nombre d'organisations non gouvernementales internationales et ne tiennent pas compte de la grande diversité des initiatives prises par les organisations non gouvernementales nationales et les groupes d'action locaux en Europe. De ce fait, la FAO propose que le Secrétaire général sollicite la collaboration du Comité de liaison des ONG de la Communauté économique européenne afin d'obtenir une information complémentaire pertinente.

#### IV. INFORMATIONS RECUES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

##### ORGANISATION MONDIALE DU MOUVEMENT SCOUT

L'Organisation mondiale du mouvement scout déclare que de nombreuses organisations nationales du mouvement scout qui lui sont affiliées s'attachent à promouvoir les droits de l'homme et à combattre toutes les formes de discrimination.

##### CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES (CISL)

1. La Confédération internationale des syndicats libres déclare qu'elle intensifie sa campagne en faveur d'un embargo international sur le charbon sud-africain et a créé un groupe de travail spécial chargé de promouvoir une action coordonnée. Une affiche en faveur de l'embargo a été diffusée en cinq langues différentes. En plus des efforts entrepris au niveau de la Communauté européenne, la Confédération a décidé de contacter, bilatéralement et de concert avec les organisations affiliées concernées, les gouvernements dont les pays continuent à importer des quantités de charbon substantielles.

2. Parmi les mesures syndicales concrètes visant à promouvoir le boycottage coordonné du charbon au niveau international, on peut citer la pression exercée sur la Communauté européenne pour qu'elle adopte un embargo obligatoire sur le charbon sud-africain, la demande adressée instamment à la Communauté européenne pour qu'elle adopte des "sanctions positives" et d'autres mesures; la pression exercée sur les gouvernements qui importent de grandes quantités de charbon, et plus spécialement, les gouvernements des pays membres de l'Association des nations de

/...

l'Asie du Sud-Est et des pays du Pacifique; des campagnes vigoureuses de publicité et d'information s'adressant aux syndicalistes et à l'opinion publique et comprenant des activités éducatives et des contacts avec des syndicalistes sud-africains, ainsi que l'organisation d'une conférence syndicale pour promouvoir le boycottage coordonné du charbon sud-africain au niveau international.

3. La Confédération continue à accorder au mouvement syndical indépendant des travailleurs noirs par l'intermédiaire de son comité de coordination pour l'Afrique du Sud, un appui financier, matériel et moral, et notamment une assistance juridique et une aide d'urgence substantielles. Des mesures de solidarité sont prévues pour appuyer les syndicats engagés dans des grèves importantes.

-----